

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 MARS 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 25/152 CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC LA FONDATION DU PATRIMOINE POUR UNE PARTICIPATION FINANCIERE DE 150 000 € POUR LA REHABILITATION DE LA TOILE MAROUFLEE AU PLAFOND DE L'OPERA - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

Mme Nathalie BICAIS.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/152

BUREAU DU 17 MARS 2025

**O B J E T : CONVENTION DE FINANCEMENT AVEC LA
FONDATION DU PATRIMOINE POUR UNE
PARTICIPATION FINANCIERE DE 150 000 € POUR LA
REHABILITATION DE LA TOILE MAROUFLEE AU
PLAFOND DE L'OPERA - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la délibération n°22/11/302 du Conseil Métropolitain du 16 novembre 2022 validant la mise en place de la démarche « Mécénat et Fonds Privés » ainsi que l'adoption de la Charte Ethique du Mécénat TPM et l'approbation de la Convention Type de Mécénat,

VU la décision président n°24/421 du 22 mai 2024 autorisant la demande de subvention auprès de la Fondation du Patrimoine pour la réhabilitation de la toile marouflée,

VU la décision président n°24/502 du 3 septembre 2024 autorisant la signature de la Convention de Partenariat entre la Fondation du Patrimoine et la Métropole, signée le 13 septembre 2024,

VU la décision président n°24/723 du 23 décembre 2024 autorisant l'adhésion de la Métropole à la Fondation du Patrimoine à compter du 1^{er} janvier 2025,

CONSIDERANT que la Fondation du Patrimoine a été créée par la loi du 2 juillet 1996 et reconnue d'utilité publique par le décret du 18 avril 1997, est un organisme privé indépendant à but non-lucratif, a pour mission d'intérêt général de promouvoir la connaissance, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine national, et notamment du patrimoine non protégé par l'État au titre des monuments historiques,

CONSIDERANT que l'action poursuivie par la Fondation du Patrimoine s'inscrit au service du développement local durable, en soutenant la création d'emplois ainsi que la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, et en favorisant la transmission des savoir-faire traditionnels,

CONSIDERANT que l'Opéra de Toulon a été inauguré le 1^{er} octobre 1862. Le bâtiment, conçu par l'architecte Léon Feuchères, occupe une surface au sol de 27 x 70 mètres, qu'il a une structure en pierres maçonnées et poutres métalliques selon les principes de construction de l'époque et que cet édifice est inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques depuis 1988,

CONSIDERANT que l'Opéra de Toulon, qui n'a connu que quelques rénovations ponctuelles, nécessite des travaux de réhabilitation d'envergure,

CONSIDERANT que le projet comprend :

- La réhabilitation de la salle de spectacle (dont la toile marouflée au plafond de la grande salle), des décors, des sièges et du système chauffage/climatisation,
- La réhabilitation de la scène et remplacement des installations scéniques,
- L'extension de la fosse d'orchestre et aménagement des dessous de scène (mise en place d'un foyer, de locaux techniques, d'espaces de stockage...),
- La réhabilitation du hall et de la terrasse du 3^{ème} étage,
- La restructuration du bâtiment administration côté boulevard de Strasbourg et liaison avec la salle,

CONSIDERANT que les travaux de réhabilitation de la toile marouflée *stricto sensu* ne peuvent être effectués qu'avec des aménagements, échafaudages et protections portant ainsi le budget total de l'opération à :

Réhabilitation <i>stricto sensu</i> (HT)	370 675 €
Aménagements divers (HT)	105 012 €
Budget Total Opération (HT)	475 687 €,

CONSIDERANT que la Fondation du Patrimoine en date du 31 janvier 2025 a dévoilé les 13 trophées Impact 2024 au niveau national dont font partie les décors de l'Opéra de Toulon (le plafond en toile marouflée),

CONSIDERANT que la Fondation du Patrimoine a décidé d'attribuer une dotation de 150 000 € pour la restauration du plafond emblématique de l'Opéra,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de signer la Convention de Financement (en pièce jointe) détaillant les engagements de chaque partie,

CONSIDERANT le plan de financement prévisionnel suivant, avec le montant « Mécénable » :

Total Opération (HT)	475 687 €
Financement TPM (<i>a minima</i> 20%)	95 137 €
Fondation du Patrimoine	150 000 €
Montant « Mécénable »	230 550 €,

CONSIDERANT qu'avec cette proposition de participation de la Fondation du Patrimoine, le plafond du montant « Mécénable » (230 550 €) n'est pas atteint, la Métropole poursuit donc ses démarches vers d'autres mécènes potentiels,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER le plan de financement, ci-dessus.

ARTICLE 2

DE SIGNER la Convention de Financement avec la Fondation du Patrimoine à hauteur de 150 000 €, ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal à l'opération 22135 – Autorisation de programme 2022-OPERA.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre:

Fait à Toulon, le 17 mars 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 15
CONTRE 0
ABSTENTION 0





Code convention : [203976]

CONVENTION DE FINANCEMENT

Entre

La Fondation du patrimoine, ayant son siège social au 153 bis avenue Charles de Gaulle à Neuilly-sur-Seine (92200) et représentée par son Directeur général, Monsieur Alexandre GIUGLARIS, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la « Fondation du patrimoine » ;

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée administrativement à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre à Toulon (83000), représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, en vertu de la Décision de Bureau n° en date du

Ci-après dénommée le « Porteur de Projet » ;

Ci-après dénommées conjointement les « Parties ».

PREAMBULE

Créée par la loi du 2 juillet 1996 et reconnue d'utilité publique par le décret du 18 avril 1997, la Fondation du patrimoine, organisme privé indépendant à but non-lucratif, a pour mission d'intérêt général de promouvoir la connaissance, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine national, et notamment du patrimoine non protégé par l'État au titre des monuments historiques.

L'action poursuivie par la Fondation du patrimoine s'inscrit au service du développement local durable, en soutenant la création d'emplois ainsi que la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, et en favorisant la transmission des savoir-faire traditionnels.

La Fondation du patrimoine veille, dans l'accomplissement de ses missions, à mobiliser les énergies privées (entreprises, associations, particuliers) susceptibles de s'investir en faveur de la cause de la sauvegarde du patrimoine et travaille en étroite partenariat avec les collectivités territoriales et les services de l'État.

La Fondation du patrimoine contribue à l'identification des éléments de patrimoine bâti, immatériel, mobilier et naturel confrontés à des risques de dégradation ou de disparition et apporte son assistance aux propriétaires dans l'élaboration de projets de sauvegarde et de mise en valeur, en contribuant, le cas échéant, au financement desdits projets.

Depuis 1999, la Fondation du patrimoine développe le mécénat populaire par l'organisation de collectes de dons dédiées à la sauvegarde ou à la mise en valeur du patrimoine bâti, mobilier ou naturel appartenant à des collectivités ou des associations. Elle encourage les initiatives développées par les porteurs de projet pour stimuler la mobilisation de la population et du tissu économique local.

Créé par la Fondation en 2020, le Fonds impact permet d'encourager et soutenir des projets de réhabilitation exemplaires en vertu de leur impact positif direct sur leur territoire. En effet, une étude d'impact menée cette même année a permis de révéler qu'1€ donné à la Fondation génère 21€ de retombées économiques grâce aux chantiers mis en œuvre et aux activités développées à leur suite. Ainsi, une fois restaurés, les sites contribueront à la vitalité et au dynamisme de leur territoire.

Consciente de ces retombées positives et soucieuse de les renforcer, le Fonds impact, doté en 2024 de 2,5 M€, permet de contribuer au financement de projets impactant significativement les territoires sur le plan économique, social, environnemental, culturel, touristique, valorisant les savoir-faire des métiers d'art ou pour assurer la sécurité des personnes et des biens.

Le projet de la restauration de la toile marouflée au plafond de la grande salle de l'Opéra de Toulon a ainsi été sélectionné par les membres du bureau de la Fondation du patrimoine pour son impact culturel.

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'un soutien de la Fondation du patrimoine à une action de préservation et de valorisation du patrimoine mise en œuvre par le Porteur de projet.

Dans ce cadre, les Parties ont décidé d'arrêter ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités d'attribution d'une aide financière de la Fondation du patrimoine destinée à soutenir la restauration de la toile marouflée au plafond de la grande salle de l'Opéra de Toulon, ci-après dénommée le « Projet », dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Porteur de Projet.

Les travaux de restauration, complétés et modifiés le cas échéant selon les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France ou le Conservateur régional des monuments historiques, tels qu'approuvés par la Fondation du patrimoine, ci-après dénommés le « Programme de travaux », seront les suivants : installation de chantier, restauration de la toile marouflée du plafond de la grande salle.

Le coût du Programme de travaux s'élève à 475 687 € hors taxes.

ARTICLE 2 : FINANCEMENT APPORTE PAR LA FONDATION

La FONDATION DU PATRIMOINE s'engage à accorder au PORTEUR DE PROJET une aide financière de 150 000 € en vue de la réalisation du Programme de travaux.

L'aide financière apportée par la FONDATION DU PATRIMOINE ne sera pas revue en cas de dépassement du budget prévisionnel de l'opération.

L'aide financière pourra être appliquée au coût réel du Programme de travaux dans l'hypothèse où celui-ci s'avérerait inférieur à l'estimation initiale (prorata).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU PORTEUR DE PROJET

3.1 DEBUT D'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAUX

Le Porteur de Projet doit apporter la preuve que le Programme de travaux a reçu un début d'exécution dans l'année qui suit la signature de la présente convention. Toute prolongation de ce délai doit faire l'objet d'une demande écrite et motivée à la Fondation du patrimoine.

Le défaut de demande écrite et motivée du Porteur de Projet, avant la fin de l'année qui suit la signature de la présente convention, ou le rejet par la Fondation du patrimoine de la demande qui lui est présentée, entraîne la résiliation de plein droit dans les conditions de l'article 6.4.

3.2 INFORMATION SUR L'AVANCEMENT DU PROJET

Le Porteur de Projet s'engage à informer chaque trimestre la Fondation du patrimoine de l'état d'avancement du Projet, ainsi qu'à chaque fois que la Fondation du patrimoine le solliciterait.

En cas de suivi du chantier par un maître d'œuvre, le Porteur de Projet s'assure que la Fondation du patrimoine est bien destinataire des comptes-rendus de visite de chantier qui seraient réalisés.

3.3 REALISATION CONFORME ET MODIFICATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX

Le Porteur de Projet s'engage à réaliser le Programme de travaux tel que défini à l'article 1.

Toute modification de la nature et du phasage (décomposition des tranches telle que définie à l'article 1) du Programme de travaux doit faire l'objet d'une déclaration de la part du Porteur de Projet et d'une approbation de la Fondation du patrimoine dans le cadre d'un avenant à la convention.

Si les modifications envisagées ne sont pas approuvées par la Fondation du patrimoine ou si le Programme de travaux n'est pas respecté par le Porteur de projet, la présente convention est résiliée de plein droit, dans les conditions prévues à l'article 6.4 de la présente convention.

3.4 CONTREPARTIES

Le Porteur de Projet accorde à la Fondation du patrimoine, pendant la durée de la présente convention et durant un délai de 5 (cinq) ans suivant son terme, des contreparties. Il pourra s'agir de :

- Mention de la Fondation du patrimoine dans tout support/action de communication relatif au Projet ;
- Visites guidées / visites de chantier ;
- Organisation de deux visites guidées pour les mécènes de la délégation Provence-Alpes-Côte-d'Azur de la Fondation du patrimoine ;
- Organisation d'un évènement sur site pour l'organisation d'une réunion régionale de la délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur de la Fondation du patrimoine, avec privatisation d'un espace d'une capacité de 50 personnes ;
- Mise à disposition de 20 places pour la première représentation « post travaux » à l'Opéra de Toulon pour les mécènes et partenaires de la délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur de la Fondation du patrimoine ;
- Rencontres avec les équipes du patrimoine (architectes, restaurateurs, paysagistes, personnes en insertion, etc.) ;
- Invitations aux manifestations/événements organisés par le Porteur de projet sur le site (en lien direct ou non avec le Projet ;
- Etc.

Le Porteur de Projet et la Fondation du patrimoine définiront conjointement les dates et modalités de ces événements, notamment en fonction des contraintes liées à la réalisation des travaux.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA FONDATION DU PATRIMOINE

4.1 VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIERE

La Fondation du patrimoine reverse l'aide financière prévue à l'article 2 de la présente convention dans la limite de la part de financement restant à la charge du Porteur de Projet en fin de réalisation du Projet.

Sous réserve des hypothèses visées aux articles 4.2 et 6.4 de la présente convention, à la fin du Programme de travaux, s'il a été réalisé tel qu'approuvé par la Fondation du patrimoine, la Fondation du patrimoine s'engage à reverser au Porteur de Projet l'aide financière prévue à l'article 2 de la présente convention, sur présentation :

- d'une déclaration sur l'honneur de la bonne réalisation du Programme de travaux (cf. annexe 1) ;
- d'un bilan du projet (cf. annexe 2) ;
- d'un récapitulatif certifié conforme par le Trésor public des factures acquittées, correspondant au Programme de travaux approuvé par la Fondation du patrimoine. Ce récapitulatif devra être adressé à la Fondation du patrimoine dans un délai maximal de 6 (six) mois suivant la réception des travaux du Projet ;
- du plan de financement définitif du Projet certifié par le Porteur de Projet ;
- d'un jeu de photographies numériques de qualité du bien restauré (de haute définition, minimum 300 dpi, au format JPEG ou PNG, avec des vues d'ensemble et des photos de détails), avec les crédits photographiques associés conformément à l'article 5.2 de la présente convention ;
- du RIB du Porteur de Projet.

La Fondation du patrimoine reverse ces fonds par virement bancaire sur le compte du Porteur de Projet.

Deux versements représentant chacun 30 % des fonds mobilisés pourront être sollicités par le Porteur de Projet en cours de travaux et seront versés par la Fondation du patrimoine au Porteur de Projet sur présentation :

- d'un récapitulatif certifié conforme par le Trésor public des factures acquittées, correspondant au Programme de travaux approuvé par la Fondation du patrimoine, d'un montant au moins équivalent à la valeur de l'avance (soit 45 000 € minimum) ;
- d'un jeu de photographies numériques de qualité montrant le démarrage effectif du chantier concerné (de haute définition, minimum 300 dpi, au format JPEG ou PNG, avec des vues d'ensemble et des photos de détails), avec les crédits photographiques associés conformément à l'article 5.2 de la présente convention ;
- du RIB du Porteur de Projet.

4.2 HYPOTHESES DE REAFFECTATION DE L'AIDE FINANCIERE

Tout ou partie de l'aide financière prévue à l'article 2 de la présente convention ne sera pas affectée au Programme de travaux :

- si le Projet n'aboutissait pas durant la durée de la convention définie à l'article 6 ou en l'absence de transmission des éléments de clôture prévus par l'article 4.1 durant cette durée ;
- si le Projet n'était pas réalisé conformément au Programme de travaux approuvé par la Fondation ;
- ou en cas de fonds subsistants à l'issue de l'opération (suite à la résiliation de la présente convention prévue aux articles 3 et 5, en cas de dépassement de la part de financement restant à la charge du Porteur de

Projet en fin de réalisation du Projet ou si l'aide financière était revue au prorata conformément à l'article 2).

La réaffectation des fonds sera traitée conformément aux conditions prévues à l'article 6.4.

4.3 COMMUNICATION AUTOUR DU PROJET

La Fondation du patrimoine s'engage à communiquer autour du Projet et à appuyer les actions de communication entreprises par le Porteur de projet conformément à l'article 5.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION AUTOUR DU PROJET ET DE L'AIDE FINANCIERE

5.1 ORGANISATION DE LA COMMUNICATION PAR LES PARTIES

Les actions de communication autour du Projet sont obligatoirement déterminées conjointement par les Parties.

Les Parties s'engagent à respecter leur charte graphique respective. À cette fin, toute utilisation des références (dénomination sociale, marque avec ou sans logo) par l'une ou l'autre des Parties sur tout support relatif aux opérations de communication mentionnées ci-dessous doit être précédée de l'obtention d'un « bon pour accord » de la part des autres Parties.

Le Porteur de Projet s'engage à informer le public par les moyens les plus appropriés de l'aide apportée par la Fondation du patrimoine à la réalisation du Projet. La Fondation du patrimoine pourra lui fournir des gabarits de supports de communication, notamment en cas d'événement pour annoncer l'aide, tels que :

- Chèque géant
- Communiqué de presse
- Invitation à un événement

La Fondation du patrimoine pourra également fournir des exemples de communications réseaux sociaux à titre indicatif.

La Fondation du patrimoine assure exclusivement la conception du gabarit des supports susmentionnés et en valide le contenu. Les mentions légales de ces supports sont définies uniquement par la Fondation du patrimoine. Le Porteur de Projet, après avoir validé en amont les maquettes (contenu et objet), s'engage à ne pas les modifier, ainsi qu'à produire et à diffuser les supports qu'il a sélectionnés. Le Porteur de Projet s'engage à soumettre à validation tout autre support lié au Projet. L'impression des supports est prise en charge par le Porteur de Projet.

En cas de non-respect de cette clause, la présente convention est résiliée de plein droit. Les dispositions de l'article 6.4 de la présente convention sont alors applicables.

5.2 CESSION DES DROITS CONCERNANT LES PHOTOGRAPHIES DU PROJET

Le Porteur de Projet s'engage à remettre à la Fondation du patrimoine au minimum six photographies numériques de qualité (de haute définition, minimum 300 dpi, au format JPEG ou PNG, avec des vues d'ensemble et des photos de détails) illustrant le Projet avant et après restauration, sans et avec du monde (bénéficiaires, usagers, visiteurs...) ainsi qu'au cours du chantier avec des artisans à l'œuvre.

Le Porteur de Projet déclare par les présentes céder à la Fondation du patrimoine, à titre gratuit et non-exclusif, l'ensemble des droits d'utilisation, de reproduction et d'adaptation relatifs aux photographies ci-dessus décrites. La cession est consentie pour la durée des droits d'auteur, soit 70 ans à compter du décès de l'auteur.

Ces photographies pourront être utilisées par la Fondation du patrimoine à toutes fins en relation avec son objet et ses activités, et par tous moyens existants ou à venir, dans le monde entier. Elles pourront également être

utilisées par tout mécène ou partenaire public du Projet, ayant établi une convention avec la Fondation du patrimoine, avec ses propres moyens, uniquement aux fins d'une communication sur son action de financement au profit du Projet.

Le Porteur de Projet garantit qu'il est titulaire de l'ensemble des droits d'auteur patrimoniaux afférents auxdites photographies et qu'il a obtenu le cas échéant, les autorisations concernant le droit à l'image des personnes apparaissant sur les photographies de sorte qu'il peut en concéder les droits d'exploitation.

Chaque photographie sera légendée de la façon suivante : « Nom du Projet © Nom du Porteur de Projet s'il y a lieu – Nom de l'agence s'il y a lieu – Nom du photographe ». Si aucun photographe ou agence n'est lié à l'image, le crédit photographique sera alors « Nom du Projet © Porteur de Projet ».

A ce titre, le Porteur de Projet garantit la Fondation du patrimoine et tout mécène ou partenaire public du Projet ayant signé une convention avec la Fondation du patrimoine, contre tout recours et/ou action que pourraient former à un quelconque titre les personnes ayant participé directement ou indirectement à la réalisation des photographies.

5.3 INAUGURATION

Le Porteur de Projet informera la Fondation du patrimoine des dates prévisionnelles d'inauguration officielle du Projet au minimum deux (2) mois à l'avance. La date d'inauguration sera déterminée d'un commun accord entre les Parties.

5.4 COMMUNICATION SUR SITE APRES TRAVAUX

Une plaque devra être apposée sur le patrimoine restauré, pour une durée minimale de 5 (cinq) ans à compter de la fin du Programme des travaux, afin de porter à la connaissance du public que les travaux de restauration et de valorisation ont été réalisés avec le soutien de la Fondation du patrimoine. Cette plaque sera transmise par la Fondation du patrimoine.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

6.1 DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée maximale de 3 (trois) ans à compter de sa signature.

La présente convention prend fin avant même l'échéance de ce délai de 3 (trois) ans, dès lors que l'aide financière est reversée conformément à l'article 4 de la présente convention.

6.2 PROLONGEMENT DE LA CONVENTION

Les Parties conviennent que la présente convention ne peut être prolongée que par voie d'avenant et pour une durée ne pouvant dépasser 2 (deux) ans.

6.3 LIMITATION A L'APPLICATION DE LA DUREE

Les Parties conviennent que la durée prévue au présent article n'a aucun impact sur les durées de cession des droits sur les photographies mentionnées à l'article 5.2 de la présente convention, ainsi que sur la durée de pose d'une plaque sur le patrimoine restauré prévue à l'article 5.4 et de bénéfice de contreparties par la Fondation du patrimoine tel que prévu à l'article 3.4.

6.4 FIN DE LA CONVENTION

- Reversement des fonds par la Fondation du patrimoine

Si le Programme de travaux a reçu un début d'exécution et que celui-ci a été réalisé conformément au Programme de travaux défini à l'article 1, sur présentation des éléments de clôture visés à l'article 4.1 de la convention, l'aide financière est reversée au Porteur de Projet dans la limite de la part de financement restant à sa charge sur présentation des éléments de clôture visés à l'article 4.1 de la convention. Elle pourra également être versée au prorata du coût réel du Programme de travaux dans l'hypothèse où celui-ci s'avérerait inférieur à l'estimation initiale, conformément à l'article 2.

- Réaffectation des fonds

En l'absence de transmission des éléments de clôture prévus par l'article 4.1 de la présente convention par le Porteur de Projet à la Fondation du patrimoine avant la fin de la convention, la Fondation du patrimoine peut décider unilatéralement de la nouvelle affectation des fonds dès lors que la durée de la convention est échue.

Dans le cas imprévu où les fonds engagés sur le Projet ne pourraient pas être versés par la Fondation du patrimoine conformément aux engagements pris (y compris en cas de dépassement de la part de financement restant à la charge du Porteur de Projet en fin de réalisation du Projet, de non-réalisation ou d'abandon du Projet, ou en cas de réalisation de la convention prévue aux articles 3 et 5), le reliquat sera affecté à d'autres actions de la Fondation du patrimoine.

- Remboursement des fonds par le Porteur de projet

Si des fonds ont déjà été versés par la Fondation du patrimoine au Porteur de Projet, conformément aux modalités de versement à l'avancement des travaux définies à l'article 4.1, et qu'ils dépassent la part restant à sa charge en fin de travaux (montant des travaux soutenus diminué des autres aides financières – publiques et privées - obtenues et de l'autofinancement minimal obligatoire le cas échéant) ou si les travaux ne sont pas conformes au Programme de travaux approuvé par la Fondation du patrimoine, la Fondation du patrimoine pourra exiger le remboursement du trop-perçu.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE

La Fondation du patrimoine ne pourra être tenue responsable des choix opérés par le Porteur de Projet dans la réalisation du Projet, de l'éventuelle non-réalisation de celui-ci, de l'absence de transmission par le Porteur de Projet des informations sur le Programme de travaux et l'avancement du Projet et plus généralement du non-respect des engagements pris par le Porteur de Projet envers la Fondation du patrimoine.

La responsabilité de la Fondation du patrimoine ne pourra être engagée pour tout accident, sinistre ou litige lié à la mise en œuvre du Projet.

Le Porteur de Projet prendra toutes les assurances et garanties nécessaires à la couverture des risques relatifs au Projet.

ARTICLE 8 : LITIGES ET LEURS REGLEMENTS

Les Parties s'efforcent de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

Tout litige qui ne peut être ainsi résolu dans un délai d'un (1) mois sera, à défaut d'accord amiable entre les Parties, soumis à la juridiction territorialement compétente.

Fait en deux exemplaires à Neuilly-sur-Seine, le 6 février 2025

Pour la Fondation du patrimoine

Le Directeur général

Alexandre GIUGLARIS

Pour le Porteur de Projet

Le Président

Jean-Pierre GIRAN

FONDATION



Déclaration attestant de l'achèvement des travaux

PJ :

- Récapitulatif certifié conforme par le Trésor public des factures acquittées, correspondant au Programme de travaux approuvé par la Fondation du patrimoine visé à l'article 2 de la convention de financement signée le
.....
- Plan de financement définitif dudit Programme de travaux certifié par le Porteur de Projet
- Bilan du projet
- Jeu de photographies numériques de qualité du bien restauré (de haute définition, minimum 300 dpi, au format JPEG ou PNG, avec des vues d'ensemble et des photos de détails), avec les crédits photographiques associés conformément à l'article 5.2 de la convention de financement conclue. Ce jeu comporte au minimum six photographies, avant et après restauration, sans et avec du monde (bénéficiaires, usagers, visiteurs...), ainsi qu'au cours du chantier avec des artisans à l'œuvre.
- RIB du Porteur de Projet

Je soussigné, représentant du Porteur du Projet de restauration du plafond et des décors peints de l'Opéra de Toulon, objet d'une convention de financement signée en date du

- ☐ Atteste que les travaux relatifs au Projet susvisé sont terminés depuis le DATE ;
- ☐ Atteste également que les caractéristiques de l'opération réalisée sont conformes au Programme de travaux approuvé par la Fondation du patrimoine, complété et modifié le cas échéant selon les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France ou le Conservateur régional des monuments historiques ;
- ☐ Informe la Fondation du patrimoine qu'une partie des travaux prévus dans la convention de financement susmentionnée ne sera pas réalisée et demande expressément à la Fondation la clôture définitive du dossier.

Fait le : DATE

A : LIEU

Signature :



Compte-rendu d'exécution

Le compte-rendu d'exécution est un bilan du projet soutenu dans le cadre du Fonds impact. Merci de compléter, dans la mesure du possible et en fonction des données à votre disposition, toutes les catégories du bilan impact du projet.

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PROJET

A. Nom du projet :

B. Porteur de projet :

Nom du bénéficiaire de l'aide :

Autres associations ou organismes investis sur le projet :

C. Opération soutenue par la Fondation du patrimoine :

Montant des travaux réalisés :

Si le montant de travaux a évolué de manière significative par rapport aux devis initiaux, en préciser la raison.

Nature des travaux réalisés :

Décrire chronologiquement les grandes étapes et temps forts du chantier.

D. Calendrier du chantier :

Date de début des travaux :

Date de fin des travaux :

Expliquer un éventuel retard.

E. Evénements / manifestations organisés ou prévus :

Préciser les dates, la nature des animations, le nombre de personnes attendues/présentes, les institutions invitées/représentées, si elles visaient à mobiliser des dons dans le cadre d'une collecte, etc.

Date d'inauguration prévue :

A noter : joindre des photographies de qualité du site en travaux et restauré, en format numérique, accompagnées des crédits photographiques associés.

F. Rapport financier

Résultat de la collecte de dons (le cas échéant) :

Structure ayant hébergé la collecte :
Montant collecté :
Nombre de donateurs :

Actions / animations prévues pour la réussite de la collecte de dons :

Difficultés rencontrées pour la collecte de dons :

Plan de financement définitif :

Indiquer chaque financeur (public ou privé) avec son nom et le montant apporté pour le programme de travaux réalisés, ainsi que le montant de l'autofinancement minimal obligatoire vous incombant le cas échéant.

A noter : joindre les accords exprès de financement des autres partenaires dans la réalisation de l'opération.

2. BILAN IMPACT DU PROJET

A. Rappel des objectifs et moyens mis en œuvre pour réaliser le projet :

Objectif initial du projet (travaux prévus et projet de valorisation) :

Moyens mis en œuvre (nombre de salariés et/ou bénévoles sur le chantier et durée de leur présence) :

Selon vous, en quoi le soutien de la Fondation du patrimoine a eu un impact sur la réalisation de votre projet ?

B. Impact économique :

Nombre d'emplois directs créés et/ou maintenus par la réalisation du projet :

Préciser la nature des emplois créés (nom du poste et type de contrat).

Si le projet permet la création d'une ou plusieurs nouvelle(s) activité(s) économique(s), décrire ces activités et en quoi celles-ci répondent à un besoin du territoire :

Si possible, donner des éléments chiffrés sur le contexte local, justifiant de la nécessité de la création de cette ou ces nouvelle(s) activités(s).

Quel est l'impact économique de la création de cette ou ces nouvelle(s) activité(s) sur le territoire ?

Donner des indicateurs d'impact chiffrés (exemple : capacité d'accueil en cas de création de gîtes, fréquentation annuelle attendue en cas de création d'une nouvelle activité culturelle, etc.).

Estimation du chiffre d'affaires annuel, à N, N+1, N+2 et N+3, lié à chacune de ces nouvelles activités économiques :

Ces activités vont-elles permettre la création indirecte d'emplois sur le territoire sur le long-terme, grâce notamment à la valorisation et l'exploitation du site, et si oui, dans quel(s) secteur(s) d'activité et pour quel(s) type(s) de poste ?

C. Impact social :

En quoi ce projet répond à un besoin social ?

Précisez la nature du besoin social et en quoi la proposition du projet est une réponse adaptée à ce besoin.

Quel est l'impact social du projet ?

Donner des indicateurs d'impact concrets (nombre de bénéficiaires, type et nombre d'actions organisées pour faciliter la réinsertion sociale de personnes en situation de précarité, ...)

Les travaux (ou une partie) ont-ils été réalisés dans le cadre d'un chantier de formation ou d'insertion socio-professionnelle ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui :

Nom de l'association ou entreprise de formation ou d'insertion :

Tranche(s) de travaux concernée(s) par un dispositif d'insertion / formation :

Bénéficiaires (nombre, statut, âge, orientation choisie à l'issue du chantier, formation diplômante ou mise à l'emploi éventuelle, etc.) :

Période d'accueil des bénéficiaires en insertion / formation :

Nombre total d'heures d'insertion / de formation réalisées :

Difficultés rencontrées :

Le projet de valorisation post-travaux inclut-il également une dimension d'insertion (nouvelles activités économiques sur site accueillant des personnes en formation et/ou éloignées de l'emploi) ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui :

Nom de l'association ou entreprise de formation ou d'insertion :

Nature des tâches réalisées par les bénéficiaires (hôtellerie, jardinage, restauration, ...) :

Bénéficiaires (nombre, statut, âge, orientation choisie à l'issue du chantier, formation diplômante ou mise à l'emploi éventuelle, etc.) :

Période d'accueil des bénéficiaires en insertion / formation :

Nombre total d'heures d'insertion / de formation réalisées :

Difficultés rencontrées :

D. Impact environnemental : le chantier a-t-il fait l'objet d'une démarche d'éco-rénovation et/ou d'une prise en compte de l'impact environnemental ou de la biodiversité à proximité ? (à préciser le cas échéant)

Le projet de valorisation inclut-il ou prévoit-il d'inclure des actions de sensibilisation à l'environnement et au développement durable ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, précisez la nature des actions de sensibilisation organisées, le public visé et le nombre de personnes sensibilisées.

E. Impact touristique, culturel : selon vous, en quoi le programme de travaux réalisé a-t-il eu un impact sur la fréquentation touristique du territoire ? (à préciser avec des données chiffrées, notamment sur la fréquentation touristique du site avant et après travaux)

Le site restauré accueillera-t-il une ou plusieurs nouvelles activités culturelles (spectacle vivant, exposition, conférence, etc) ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, décrire la nature de ces nouvelles activités culturelles, et en quoi celles-ci répondent à un besoin du territoire :

Donnez des informations chiffrées sur l'impact culturel du projet une fois le site restauré (nombre de spectacles/expositions/conférences prévus dans l'année, fréquentation annuelle attendue, ...) à année N, N+1, N+2 et N+3 :

F. Impact sur la transmission des métiers d'art et des savoir-faire : Quels métiers d'art ont été sollicités sur le chantier de restauration (nommer les métiers) ?

Nombre d'artisans intervenus sur le chantier (par type de métier) :

Nombre de personnes en formation (apprentis, stagiaires, personnes en insertion, ...) intervenues sur le chantier :

Nombre d'heures de travail réalisées sur le chantier par les personnes en formation :

Formation suivie par les stagiaires et apprentis (intitulé de la formation, établissement hébergeant la formation) :

Le site était-il ouvert au public durant les travaux ? ☐ Oui ☐ Non

En cas d'ouverture au public du site pendant les travaux, nombre de personnes ayant visité le chantier (estimation) :

Des actions de transmission des savoir-faire sollicités sur le chantier ont-elles été organisées ?

☐ Oui ☐ Non

Nombre d'actions organisées et dates d'organisation de ces événements :

Nombre de personnes ayant participé à ces actions :

Description de la ou des actions organisées (déroulé de l'évènement, type de public accueilli, personnes intervenantes, type de savoir-faire mis en valeur, bilan de l'évènement, ...) :

Des actions de communication permettant la promotion de ces savoir-faire ont-elles été organisées ?

☐ Oui ☐ Non

Supports de communication utilisés :

Nombre de personnes touchées (estimatif) :

Description des actions de communication réalisées :

Le bien restauré accueillera-t-il des activités de promotion et de transmission des métiers d'art ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, description des activités et actions prévues de transmission et de promotion des métiers d'art dans le bien restauré (*nombre d'activités organisées par an, public ciblé, nombre de participants attendus, ...*) :

Objectifs atteints et/ou restant à atteindre :

Si l'objectif n'a pas été atteint ou revu à la baisse, expliquer pourquoi.

3. MISE EN VALEUR PATRIMONIALE DU SITE

A. Quelles sont les actions envisagées pour le maintien du patrimoine réhabilité/restauré (dont modes de financement, évolution de l'équipe, bénévoles, etc.) ?

B. Des activités de mises en valeur du site (visite, ateliers, ...) sont-elles prévues ? ☐ Oui ☐ Non
Si oui, combien d'activités sont prévues par an ?

Pour quel type de public ?

C. Calendrier des actions à venir :

D. D'autres travaux de restauration sont-ils d'ores et déjà envisagés ? Si c'est le cas, merci de les décrire :

Autres remarques éventuelles :

Date :

Nom et fonction :

Signature :

